

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté DATEDE 2 n° 2007 - 031 du 9 février 2007 imposant des prescriptions complémentaires en matière de rejets atmosphériques à la société ELYO pour les installations qu'elle exploite au Plessis Robinson – 7, avenue Denis Papin (chaufferie CICHAC)



**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application du titre 1er du livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles 17 et 18 ;

Vu le décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites ;

Vu le décret n° 2001-449 du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions de sources de pollution atmosphérique ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2006-1117 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de la région d'Ile-de-France ;

Vu les actes administratifs antérieurs réglementant l'exploitation par la société ELYO d'une chaufferie au Plessis Robinson – 7, avenue Denis Papin ;

Vu le courrier adressé à l'exploitant par le Préfet le 11 mai 2006, et sa réponse datée du 2 juin 2006 ;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2006 de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées proposant d'imposer à la société ELYO de renforcer, par voie d'arrêté complémentaire, les prescriptions qui lui sont applicables en matière de rejets atmosphériques ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 19 décembre 2006 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à Monsieur le Directeur de l'établissement du Plessis Robinson de la Société ELYO le 20 décembre 2006 ainsi que les commentaires de l'exploitant formulés le 19 décembre 2006 lors de la séance du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Vu la lettre de la Société ELYO en date du 22 janvier 2007 ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement du Plessis Robinson de la Société ELYO en matière de rejets atmosphériques dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 susvisé ;

Considérant que l'exploitant a déclaré par courrier du 2 juin 2006 susvisé que ses installations respectaient d'ores et déjà (ou respecteront au 1^{er} janvier 2007) les valeurs limites d'émission d'oxydes d'azote, de dioxyde de soufre, de poussières et de monoxyde de carbone fixées à l'article 10.I de cet arrêté ;

Considérant que la mesure réglementaire n° 3 du Plan de Protection de l'Atmosphère de la région d'Ile-de-France prévoit l'anticipation au 1^{er} janvier 2007 de ces valeurs limites, ou la fixation, pour le 1^{er} janvier 2008, de valeurs limites significativement plus faibles ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts de Seine

ARRETE

ARTICLE 1 - RESPECT DE PRESCRIPTIONS

La société ELYO dont le siège social est situé 1, place des Degrés – 92800 PUTEAUX, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées sur le territoire de la commune du Plessis Robinson au 7, avenue Denis Papin, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 – VALEURS LIMITES APPLICABLES AUX REJETS ATMOSPHERIQUES

Les prescriptions de la condition 36 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 sont complétées par les dispositions suivantes :

A compter du 1^{er} janvier 2007, les chaudières visées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth respectent les valeurs limites d'émission suivantes (en mg/Nm³ et à 3% d'O₂) :

G1 désignant le générateur 1 de 15 MW fonctionnant soit au gaz soit au fioul lourd

G2 désignant le générateur 2 de 4,5 MW fonctionnant soit au gaz soit au fioul lourd

G3 désignant le générateur 3 de 10,5 MW fonctionnant au fioul lourd

| Chaudières | combustible | NOx en équivalent NO2 | SO2 | Poussières | CO |
|------------|-------------|-----------------------|-----|------------|-----|
| G1 et G2 | Gaz | 120 | 35 | 5 | 100 |
| G1 et G2 | Fioul lourd | 600 | 900 | 50 | 100 |
| G3 | Fioul lourd | 600 | 900 | 50 | 100 |

Les conditions d'application et le respect des valeurs limites sont établis conformément aux dispositions des articles 5 et 16 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003.

La teneur en soufre du fuel lourd utilisé ne devra pas dépasser 0,55 % (utilisation de fioul lourd TTBTs).

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Recours non contentieux :

Dans le délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame le Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07SP.

Recours contentieux

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de St Cloud 78 000 VERSAILLES.

Par les tiers, (...), un recours peut être effectué dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation (Article L. 514-6 – I - 2°).

ARTICLE 4 :

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la Société ELYO ;
- d'autre part, à la Mairie du Plessis Robinson, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

ARTICLE 5 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,
M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'ANTONY,
M. le Maire du PLESSIS ROBINSON,
M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,
M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 9 février 2007

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général

signé Philippe CHAIX